

Attentats, Covid... Les promoteurs de la société de contrôle en profitent

20 novembre 2020 / [Entretien avec Félix Tréguer](#)



Membre de la Quadrature du Net, le sociologue Félix Tréguer estime que les crises sont des moments d'accélération des logiques de contrôle. La surveillance totale qui s'est développée sur Internet est en train de proliférer dans notre environnement physique. Et le virage sécuritaire du gouvernement peut aujourd'hui compter sur de multiples dispositifs numériques tels que la reconnaissance faciale.

Félix Tréguer est chercheur en sociologie et activiste à *la Quadrature du Net*, une association de défense des libertés numériques. En 2019, il a écrit *L'utopie déçue : une contre-histoire d'Internet* aux éditions Fayard.

Reporterre — À la suite des attentats terroristes et la crise du Covid-19, c'est comme si nous vivions dans un double état d'urgence, à la fois sanitaire et sécuritaire. Quel regard portez-vous sur cette période si particulière où se multiplient les mesures de surveillance ?

Félix Tréguer — Les crises sont très souvent des moments d'intensification et d'*accélération des logiques de contrôle*. Depuis 2001, on s'est accoutumés aux crises terroristes et aux législations « *d'exception* ». Ce qui fait la particularité de ces derniers mois, avec notamment la crise sanitaire, c'est le fait qu'on assiste à une succession rapide de crises de différentes natures qui se superposent les unes aux autres et accélèrent la dérive autoritaire du pouvoir.

On a, en effet, l'impression que tout avance de concert, comme une offensive généralisée...

Oui, *les promoteurs de ces dispositifs de surveillance en profitent et appuient sur l'accélérateur*. Par exemple, après les attentats [à la Basilique Notre-Dame de l'Assomption à Nice, et l'assassinat de l'enseignant Samuel Paty], on a vu Christian Estrosi réclamer dans une lettre au Premier ministre la *légalisation de la reconnaissance faciale*, Éric Ciotti tenter d'amender la *proposition de loi sur la sécurité globale* avec des dispositions sur ce thème et Valérie Pécresse plaider pour la *reconnaissance faciale dans les transports franciliens*.



“Selon le gouvernement Valls, la loi sur le renseignement était une réponse aux attaques. En fait, ce sont plutôt les attaques qui ont créé les conditions politiques d’une acceptabilité sociale de ces mesures.”

En réalité, ces projets sont dans les cartons depuis longtemps — le secrétaire d’État chargé du Numérique Cédric O en parle depuis des mois, l’Office parlementaire d’évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) **avait écrit une note il y a un an et demi...** Mais on les ressort en période de crise, sous le choc. C’était déjà le cas pour **la loi sur le renseignement de 2015** après les attentats de Charlie Hebdo. Le gouvernement Valls avait expliqué que cette loi était une réponse aux attaques. En fait, ce sont plutôt les attaques qui ont créé les conditions politiques d’une acceptabilité sociale de ces mesures. Cela faisait déjà des années que les services de renseignements voulaient sécuriser certaines pratiques de surveillance, via de nouvelles lois, mais le pouvoir politique estimait que les conditions n’étaient pas réunies.

Aujourd’hui, on observe les mêmes manœuvres avec **la proposition de loi « sécurité globale »**, qui entend « moderniser » les politiques sécuritaires. Sur plusieurs sujets, les autorités se trouvent dans une forme d’insécurité juridique. À la Quadrature du Net, par exemple, **nous avons réussi à faire interdire l’usage de la reconnaissance faciale dans les lycées**, on a porté aussi un recours devant la justice administrative contre **l’usage de drones**

pour surveiller les manifestations. La proposition de loi va permettre de réaménager ce cadre législatif.



La famille de Cédric Chauviat, tué par la police, prise en photo lors d'une manifestation contre la proposition de loi relative à la sécurité globale.

Elle acte le virage sécuritaire désormais pleinement assumé du gouvernement et des parlementaires qui cherchent à clore la séquence de contestation contre les violences policières. Elle est aussi une façon de soutenir l'industrie technosécuritaire. **Un marché colossal est en train de se structurer.** À l'international, le marché de la sécurité progresse de 7 % par an soit deux fois plus vite que le PIB mondial. Le marché de la *smart city* [la ville intelligente], lui, augmente de 20 % par an [1] et pèsera près de 230 milliards de dollars en 2025.

Quels sont les dispositifs sécuritaires qui ont fait des grands bonds en avant ces derniers mois et sur lesquels vous êtes particulièrement vigilants ?

L'extension des systèmes de vidéosurveillance et l'automatisation de l'analyse des flux vidéos est très inquiétante. Avec la multiplication des caméras de vidéosurveillance, les

drones et les caméras mobiles portées par les forces de l'ordre, le nombre de capteurs explosent. Et pour gérer ces quantités de données, les responsables publics et les industriels veulent maintenant automatiser l'analyse des flux vidéos en faisant notamment de la reconnaissance faciale.

À Marseille ou dans d'autres villes, comme Montpellier, on voit se développer des « *observatoires de la tranquillité publique* » dopés aux **Big data**, qui croisent différents jeux de données dans une logique de police prédictive [qui anticipe les crimes et les délits avant qu'ils ne soient commis]. Enfin, tous les développements intervenus depuis 2017 autour de l'identité numérique sont aussi très préoccupants, qu'il s'agisse du **système d'identification en ligne via la reconnaissance faciale à laquelle travaille le gouvernement (Alicem)** ou de **la carte d'identité biométrique** qui devrait commencer à être distribuée l'an prochain. Ces évolutions traduisent le fait que la surveillance totale qui s'est développée sur Internet est en train de proliférer dans notre environnement physique, dans nos lieux de vie, dans nos espaces publics.

Est-ce inédit ? Avions-nous déjà connu une telle flambée sécuritaire ?

Je n'aime pas trop utiliser les mots « *inédit* » ou « *sans précédent* ». Quand on remonte dans le temps, on trouve rapidement des contextes avec des dispositifs de contrôle social extrêmement durs. Mais depuis globalement quarante ans, on peut dire que l'espace de la contestation s'est rétréci, tandis que les pratiques arbitraires du pouvoir se sont paradoxalement étendues et codifiées, réforme après réforme, inscrites dans le droit, et massivement outillées par l'informatique.

L'informatisation a produit des technologies de contrôle social toujours plus puissantes et insidieuses, et avec l'intelligence artificielle, on est sans doute en train de passer un cap. Le tout dans un contexte où les crises qui s'entrechoquent confortent les pratiques autoritaires.

Vers quel monde allons-nous ?

Dans la lignée du philosophe Grégoire Chamayou, je vois une poussée très forte du « *libéralisme autoritaire* » – cette vieille idée d'un État fort au service d'un capitalisme dérégulé. On a, à la fois, la défense à tous crins d'un modèle économique inégalitaire et écocide, et une rupture avec la promesse libérale de protection des libertés publiques. Depuis cet été, c'est particulièrement visible dans le discours du gouvernement. Il continue par exemple à *subventionner des secteurs polluants* dans le cadre du plan de relance, tout assumant « *en même temps* », la remise en cause des droits civils et politiques.

Il est d'ailleurs intéressant de noter la place qu'occupe la Chine dans notre imaginaire politique et dans le discours des élites. Sur les questions de reconnaissance faciale ou de surveillance numérique, le gouvernement assure qu'il suivrait un modèle tout à fait différent de l'autoritarisme du parti communiste chinois. En réalité, à mon sens, on est dans une stratégie d'émulation et d'imitation. La Chine a pris le virage technologique il y a trente ans. Elle tire aujourd'hui une partie de sa puissance de l'intelligence artificielle. Et l'Europe ou les États-Unis ne veulent pas se faire dépasser. On se rassure en disant que l'on fait ça dans un cadre démocratique. C'est en tout cas ce que raconte le pouvoir pour se légitimer. Mais ces discours masquent à quel point, en pratique, la course à l'innovation a partie liée avec la dérive libérale-autoritaire.



Le 5 octobre 2020, l'aéroport de Lyon a placé des bornes équipées de la technologie de reconnaissance faciale pour accélérer le flux des passagers.

Après, je n'ai pas de boule de cristal. Je ne sais pas si ces projets technocratiques arriveront à nous imposer ce monde-là ou s'ils se heurteront à des résistances. L'issue de la bataille reste incertaine.

En parallèle, la 5G avance aussi sans concertation. Ce n'est pas un sujet séparé. Vous dites qu'elle ouvre la voie à la « smart surveillance »...

La **controverse autour de la 5G** est typiquement le symptôme de l'absence de démocratie sur les enjeux technologiques. À La Quadrature du Net, cela fait dix ans qu'on lutte, **avec une fédération d'opérateurs associatifs**, pour la démocratisation des télécoms. On critique les ventes aux enchères de fréquences. Pour nous, ces ventes sont une forme de privatisation d'un bien commun. Elles nous empêchent de repenser l'usage des fréquences radio, de regagner la maîtrise des réseaux télécoms et de l'infrastructure numérique. La 5G vient couronner cette logique hyper technocratique où la haute administration, avec les opérateurs de télécoms, décident seuls, et où l'intérêt général est

réduit à une question de « *compétitivité* ».

Tout porte à croire qu'une fois les réseaux 5G déployés, l'Internet des objets va proliférer et nourrir le capitalisme de surveillance. Le groupe Ericsson estime que la 5G ouvrira à « *la smart surveillance* » [2] un marché de 47 milliards de dollars d'ici 2026. Selon un cabinet d'étude, la vidéosurveillance sera le marché le plus important des objets connectés permis par la 5G. Il y a un effet d'aubaine. Ça va coûter moins cher de connecter des caméras de vidéosurveillance avec la 5G plutôt qu'avec des câbles de fibre optique qu'il faut enterrer.

De nombreux projets sécuritaires sont bloqués actuellement pour des raisons techniques et des problèmes de dimensionnement de réseau. Par exemple, à Nice, la régie de transport voulait travailler avec la start-up Two I pour analyser les émotions des passagers via vidéosurveillance, mais les images n'étaient pas assez précises et étaient difficilement transmissibles des tramways au poste de commandement. Assurément, la 5G va lever ces obstacles.

Mais toutes ces solutions technologiques sont-elles vraiment efficaces ? La vidéo surveillance fait-elle réellement reculer la criminalité ? Les applications de traçage limitent-elles la pandémie ?

Ces politiques ne sont pas évaluées ou elles le sont mal. La Cour des comptes a récemment épinglé « *la gabegie financière* » que constitue la vidéosurveillance. « *Aucune corrélation globale n'a été relevée entre l'existence de dispositifs de vidéoprotection et le niveau de la délinquance commise sur la voie publique, ou encore les taux d'élucidation* », écrit-elle. De son côté, le sociologue Laurent Mucchielli a montré que la vidéosurveillance apportait des éléments de preuve déterminante dans seulement 3 % des enquêtes pénales. Le constat pourrait être identique pour l'application Stop Covid. Malgré ses déboires, elle avait été présentée par le gouvernement comme une des réponses principales au déconfinement.

Nos dirigeants ne jurent que par une forme de solutionnisme technologique. Tout doit

être résolu par la technologie. À cela se couple aujourd'hui un solutionnisme sécuritaire. [3] Cela vaut pour la délinquance et tout un ensemble de problématiques sociales. Malheureusement, cette focalisation élude d'autres débats et nous empêche d'aborder et de gérer ces crises différemment. Ces discours technosécuritaires réduisent nos imaginaires politiques.

Quel rempart existe-t-il pour lutter contre ces évolutions liberticides ?

À la Quadrature du Net, on mobilise beaucoup le droit pour se défendre, mais cela a une efficacité limitée si on ne peut pas l'articuler à d'autres formes de mobilisations plus politiques. Pour nous, les acteurs institutionnels comme la Cnil sont de manière systémique défailants pour défendre les droits humains. Ils n'arrivent pas à empêcher la prolifération des mesures attentatoires aux libertés et le développement d'une société de contrôle. S'il reste quelques juges pour s'opposer à la raison d'État et entraver le développement de la surveillance, leurs marges de manœuvre restent tributaires de notre capacité collective à résister et à politiser ces enjeux.

Concrètement, comment résister ?

Nous sommes dans un contexte historique particulièrement hostile. Ce qui me semble certain c'est qu'il faut sortir du côté élitiste du combat juridique autour de la défense des droits humains. De nouvelles alliances, à la fois hétérogènes et populaires émergent, par exemple autour de la 5G ou des **entrepôts d'Amazon**. Elles traduisent sans doute une prise de conscience intime et collective des dérives liées à la sur-informatisation et de ses effets très concrets sur plein d'aspects de nos vies. Comme le disait ce père de famille filmé après un contrôle de police par les caméras de France 3 en mars dernier, les drones policiers, « *c'est pas la société dont j'ai envie* ». De plus en plus de personnes expriment leur malaise vis-à-vis de **la prolifération de technologies déshumanisantes**. C'est en travaillant ensemble, et en multipliant les lieux d'opposition – dans nos foyers, dans nos rues, dans nos usines, dans nos entreprises, dans nos écoles ou dans nos universités – qu'on pourra se donner les moyens de faire face.

- *Propos recueillis par Gaspard d'Allens*

[1] Selon le **rapport de l'Observatoire de la vie connectée** publié en 2017

[2] Une surveillance décuplée par les avancées numériques et technologiques, gérée par des capteurs et des flux de données.

[3] Le solutionnisme technologique est un **concept forgé par le chercheur Evgeny Morozov** selon lequel tous les problèmes se résolvent par la technologie. Le solutionnisme sécuritaire renvoie à l'idée que tout doit être résolu — la délinquance par exemple — par des mesures sécuritaires.

Lire aussi : **Au nom du coronavirus, l'État met en place la société de contrôle**

Source : Gaspard d'Allens pour *Reporterre*

Photos :

. chapô : Le 24 mars 2020, un drone de la police filme le marché des Capucines, à Marseille. © Gérard Julien/AFP

. Le 16 novembre 2015. Devant Le Carillon, rue Bichat. [gael_lombart/Flickr](#)

. Sur la plage de Porticcio, en Corse, le 21 mars 2020, fermée au public pour cause de confinement. © Pascal Pochard-Casabianca/AFP

. Les parents et la sœur de Cédric Chouviat le mardi 17 novembre 2020, à Paris, lors d'une manifestation contre la proposition de loi relative à la sécurité globale. © NnoMan/*Reporterre*

. Reconnaissance faciale. [Capture d'écran du site Lyon Aéroports](#)

- Emplacement : Accueil > Entretien >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Attentats-Covid-Les-promoteurs-de-la-societe-de-contrôle-en-profitent>